

dans le Yukon. Il y consacre ses moments de loisir, lorsqu'il n'est pas chez lui en train de contempler sa propre image à la télévision sur son appareil vidéo.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre, je vous prie. Je dois prévenir le député que son temps est expiré.

Des voix: Continuez.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): Le député a-t-il le consentement de la Chambre?

Des voix: Non.

Des voix: Poursuivez.

M. Nielsen: Je promets que je ne prendrai pas beaucoup de temps. Je remercie la Chambre de sa tolérance. Je promets d'être amusant, mais si les députés lisent ce que j'ai dit, ils s'apercevront que mes propos étaient très sérieux.

Lorsque le ministre des Transports n'était pas chez lui à regarder à la télévision, on a envoyé le capitaine Télévision faire le tour du pays. Certains l'ont vu—tantôt vous le voyez, tantôt vous ne le voyez pas. C'est ainsi qu'on a tenté de régler le problème de l'habitation. Les Canadiens ont demandé à être logés et le gouvernement leur a donné M. Hellyer. (*Exclamations*)

• (9.10 p.m.)

Le gâchis, dans le secteur du logement, est le fruit de la politique gouvernementale. Le gouvernement a haussé le prix des maisons de 25 p. 100, et imposé une taxe de 12 p. 100 sur chaque article qui entre dans la construction. Il a élevé le taux d'intérêt. Il a mis les maisons hors de l'atteinte des Canadiens dont le revenu est inférieur à \$15,000. Ensuite, pour s'assurer qu'il ne leur laissait rien, il a imposé une surtaxe de 3 p. 100, suivie d'une autre de 2 p. 100 dont le plafond est fixé à 120 dollars. C'est le gouvernement qui a mis les maisons hors d'atteinte par une intervention irréaliste, destructive et cruelle.

Monsieur l'Orateur, je remercie les députés de m'avoir permis de terminer mon exposé.

M. D. Gordon Blair (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, à l'occasion de mon premier discours à la Chambre, je m'étais proposé de faire quelques remarques sur ma circonscription, étant donné qu'elles se rapportent aux propositions budgétaires à l'étude. Jusqu'à ce que j'aie entendu mon ami le

[M. Nielsen.]

député du Yukon (M. Nielsen), je craignais quelque peu d'être rappelé à l'ordre pour m'être écarté du sujet. (*Exclamations*)

Je m'empresse d'assurer aux députés que je n'ai pas l'intention de leur donner lecture du *Feuilleton*.

M. Nielsen: Vous n'oserez pas.

M. Woolliams: Il n'y a rien à y lire.

M. Blair: Ma circonscription, comme bien d'autres, vient d'être créée par suite du récent remaniement de la carte électorale. Elle comprend les banlieues ouest d'Ottawa et s'étend vers le sud jusqu'au Saint-Laurent. Elle englobe tout le comté de Grenville, une grande partie du comté de Carleton et la moitié du comté de Dundas. La nuance politique de ces trois comtés historiques a été plutôt bleue la plupart du temps depuis la Confédération.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Maintenant plus que jamais.

M. Blair: Même si les électeurs ont choisi aux dernières élections une couleur plus vive, et un nouveau parti, j'ai constaté qu'ils sont habitués à être bien représentés à la Chambre par mes deux distingués prédécesseurs, M^{me} Jean Wadds et l'honorable Dick Bell. En abordant mon premier mandat à la Chambre, j'ai conscience d'avoir à maintenir la représentation à un haut degré d'excellence.

Le budget à l'étude, à mon avis, est à peu près celui auquel les Canadiens s'attendaient. Beaucoup plus perspicaces que bon nombre de chefs politiques qui voient tout en rose, la plupart des gens se rendaient compte que l'expansion rapide des dépenses de l'État et l'accumulation constante de déficits, à tous les échelons de gouvernement, ne pouvaient se poursuivre indéfiniment. Aux dernières élections, les Canadiens ont résisté aux cajoleries de ceux qui leur promettaient de nouveaux programmes qui auraient entraîné de lourdes dépenses. Ils ont répondu à l'appel de notre parti, en faveur d'une juste évaluation de la situation nationale, de la stabilisation des dépenses ministérielles, et qui ne se fondait nullement sur la promesse selon laquelle les gouvernements pourraient accroître leurs dépenses et leurs excellentes initiatives sans qu'il en coûte un sou aux contribuables.

Nous tous qui avons été élus au Parlement savions que le gouvernement n'aurait pas la tâche facile. Outre les décisions majeures qu'il lui faudra prendre pour façonner l'avenir du pays, un de ses plus grands soucis sera toujours de stabiliser l'état des finances. Les contribuables n'accueillent jamais avec trop